



**RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:**

**Bid Receiving - PWGSC / Réception des
soumissions - TPSGC**
11 Laurier St. / 11, rue Laurier
Place du Portage, Phase III
Core 0B2 / Noyau 0B2
Gatineau, Québec K1A 0S5
Bid Fax: (819) 997-9776

**REQUEST FOR PROPOSAL
DEMANDE DE PROPOSITION**

**Proposal To: Public Works and Government
Services Canada**

We hereby offer to sell to Her Majesty the Queen in right of Canada, in accordance with the terms and conditions set out herein, referred to herein or attached hereto, the goods, services, and construction listed herein and on any attached sheets at the price(s) set out therefor.

**Proposition aux: Travaux Publics et Services
Gouvernementaux Canada**

Nous offrons par la présente de vendre à Sa Majesté la Reine du chef du Canada, aux conditions énoncées ou incluses par référence dans la présente et aux annexes ci-jointes, les biens, services et construction énumérés ici sur toute feuille ci-annexée, au(x) prix indiqué(s).

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address

**Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur**

Issuing Office - Bureau de distribution

Vehicles & Industrial Products Division
11 Laurier St./11, rue Laurier
7A2, Place du Portage, Phase III
Gatineau, Québec K1A 0S5

Title - Sujet ARMoured SPORTS UTILITY VEHICLE	
Solicitation No. - N° de l'invitation W8476-175515/B	Date 2016-09-20
Client Reference No. - N° de référence du client W8476-175515	
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$\$HP-912-71576	
File No. - N° de dossier hp912.W8476-175515	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2016-10-17	Time Zone Fuseau horaire Eastern Daylight Saving Time EDT
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input checked="" type="checkbox"/> Destination: <input type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Pearson, Neil	Buyer Id - Id de l'acheteur hp912
Telephone No. - N° de téléphone (873) 469-3312 ()	FAX No. - N° de FAX (819) 953-2953
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: Specified Herein Précisé dans les présentes	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée See Herein	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie) Signature Date	

Cette demande de soumissions annule et remplace la demande de soumissions numéro W8476-175515/A, datée du 20 Juillet 2016, dont la date de clôture était le 06 septembre 2016, à 2:00 p.m. EDT.

TABLE DES MATIÈRES

PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

- 1.1 Besoin
- 1.2 Compte rendu
- 1.3 Accords commerciaux

PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

- 2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées
- 2.2 Présentation des soumissions
- 2.3 Demandes de renseignements en période de soumission
- 2.4 Lois applicables
- 2.5 Améliorations apportées aux besoins pendant la demande de soumissions

PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

- 3.1 Instruction pour la préparation des soumissions

PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET BASE DE SÉLECTION

- 4.1 Procédures d'évaluation
- 4.2 Méthode de sélection

PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

- 5.1 Attestations exigées avec la soumission
- 5.2 Attestations préalables à l'attribution du contrat et renseignements supplémentaires

PARTIE 6 - CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

- 6.1 Besoin
- 6.2 Clauses et conditions uniformisées
- 6.3 Durée du contrat
- 6.4 Responsables
- 6.5 Paiement
- 6.6 Instructions relatives à la facturation
- 6.7 Attestations
- 6.8 Lois applicables
- 6.9 Ordre de priorité des documents
- 6.10 Clauses du guide des CCUA
- 6.11 Inspection et acceptation
- 6.12 Préparation en vue de la livraison
- 6.13 Instructions d'expédition- livraison à destination
- 6.14 Réunion postérieure à l'attribution du contrat / Réunion de pré-production
- 6.15 Rapports périodiques
- 6.16 Outils et équipement en vrac
- 6.17 Matériel
- 6.18 Modification de conception
- 6.19 Interchangeabilité
- 6.20 Conditionnement
- 6.21 Service à la livraison
- 6.22 Avis de rappel de véhicules

Pièces jointes

Annexe "A" – Prix

Annexe "B" - Description d'achat - Véhicule utilitaire sport (VUS) blindé

Annex "C" - Questionnaire de renseignements techniques - Véhicule utilitaire sport (VUS)
blindé

PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1.1 Besoin

Le Canada invite les fournisseurs à présenter des propositions pour ce qui suit:

1.1.1 Quantité une (1), Véhicule utilitaire sport (VUS) blindé Variante I et les articles auxiliaires tel que décrit à l'Annexe "A" Prix et conformément à l'Annexe "B" - Description d'achat - Véhicule utilitaire sport (VUS) blindé.

1.1.2 Options irrévocables énumérées à l'Annexe "A"- Prix.

1.1.2.1 Les options ne pourront être exercées que par l'autorité contractante et sera confirmées, pour des raisons administratives seulement, par une modification au contrat.

1.1.2.2 Les options peuvent être exercées en totalité ou en partie et à plus d'une occasion à la discrétion du Canada, jusqu'à concurrence de la quantité indiquée à l'Annexe "A"- Prix.

1.1.2.3 Les options peuvent être exercées dans les douze (12) mois suivant l'octroi du contrat.

1.2 Compte rendu

Les soumissionnaires peuvent demander un compte rendu sur les résultats de la demande de soumissions. Les soumissionnaires devraient en faire la demande à l'autorité contractante dans les 15 jours ouvrables, suivant la réception de l'avis les informant que leur soumission n'a pas été retenue. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

1.3 Accords commerciaux

Ce besoin est assujéti aux dispositions de l'Accord sur les marchés publics de l'Organisation mondiale du commerce (AMP-OMC), de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) et de l'Accord sur le commerce intérieur (ACI).

PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande de soumissions par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le guide des Clauses et conditions uniformisées d'achat *Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat* (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les soumissionnaires qui présentent une soumission s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la demande de soumissions, et acceptent les clauses et les conditions du contrat subséquent.

Le document 2003 (2016-04-04) Instructions uniformisées - biens ou services - besoins concurrentiels, est incorporé par renvoi dans la demande de soumissions et en fait partie intégrante.

Le paragraphe 5.4 du document 2003, Instructions uniformisées - biens ou services - besoins concurrentiels, est modifié comme suit :

Supprimer : soixante (60) jours

Insérer : quatre-vingt-dix (90) jours

2.2 Présentation des soumissions

Les soumissions doivent être présentées uniquement au Module de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués à la page 1 de la demande de soumissions.

2.3 Demandes de renseignements en période de soumission

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit à l'autorité contractante au moins sept (7) jours civils avant la date de clôture des soumissions. Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les soumissionnaires devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la demande de soumissions auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère exclusif doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander au soumissionnaire de le faire,

afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les soumissionnaires. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permet pas de les diffuser à tous les soumissionnaires.

2.4 Lois applicables

Tout contrat subséquent sera interprété et régi selon les lois en vigueur en *Ontario* et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les soumissionnaires peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur soumission ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les soumissionnaires acceptent les lois applicables indiquées.

2.5 Améliorations apportées aux besoins pendant la demande de soumissions

Les soumissionnaires qui estiment qu'ils peuvent améliorer, techniquement ou technologiquement, le devis, l'énoncé des travaux ou la description d'achats contenus dans la demande de soumissions, sont invités à fournir des suggestions par écrit à l'autorité contractante identifiée dans la demande de soumissions. Les soumissionnaires doivent indiquer clairement les améliorations suggérées et les motifs qui les justifient. Les suggestions, qui ne restreignent pas la concurrence ou qui ne favorisent pas un soumissionnaire en particulier, seront examinées à la condition qu'elles parviennent à l'autorité contractante au plus tard sept (7) jours civil avant la date de clôture de la demande de soumissions. Le Canada aura le droit d'accepter ou de rejeter n'importe quelle ou la totalité des suggestions proposées.

PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

3.1 Instructions pour la préparation des soumissions

Le Canada demande que les soumissionnaires fournissent leur soumission en sections distinctes, comme suit :

Section I : Soumission technique (2 copies papier)

Section II : Soumission financière (1 copie papier)

Section III: Attestations (2 copies papier)

Section IV: Renseignements supplémentaires (2 copies papier)

Le Canada demande que les soumissionnaires suivent les instructions de présentation décrites ci-après pour préparer leur soumission:

- (a) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm);
- (b) utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la demande de soumissions.

En avril 2006, le Canada a approuvé une politique exigeant que les agences et ministères fédéraux prennent les mesures nécessaires pour incorporer les facteurs environnementaux dans le processus d'approvisionnement Politique d'achats écologiques (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-fra.html>). Pour aider le Canada à atteindre ses objectifs, les soumissionnaires doivent:

- 1) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm) contenant des fibres certifiées provenant d'un aménagement forestier durable et contenant au moins 30 % de matières recyclées; et
- 2) utiliser un format qui respecte l'environnement : impression noir et blanc, recto-verso/à double face, broché ou agrafé, sans reliure Cerlox, reliure à attaches ni reliure à anneaux.

Section I: Soumission technique

Dans leur soumission technique, les soumissionnaires devraient expliquer et démontrer comment ils entendent répondre aux exigences et comment ils réaliseront les travaux.

Les soumissionnaires devraient compléter et soumettre avec leur soumissions ce qui suit;



- L'Annexe "C" - Questionnaire de renseignements techniques Véhicule utilitaire sport (VUS) blindé

Section II: Soumission financière

Les soumissionnaires doivent présenter leur soumission financière en conformité avec la base de paiement à la partie 6 et à l'annexe A - Prix.

3.3 Clauses du guide des CCUA

3.3.1 Fluctuation du taux de change - Atténuation des risques

1. Le soumissionnaire peut demander au Canada d'assumer les risques et les avantages liés aux fluctuations du taux de change. Si le soumissionnaire demande un rajustement du taux de change, cette demande doit être clairement indiquée dans la soumission au moment de sa présentation. Le soumissionnaire doit présenter le formulaire PWGSC-TPSGC 450 , Demande de rajustement du taux de change, avec sa soumission, et indiquer le montant en monnaie étrangère en dollars canadiens pour chaque article pour lequel un rajustement du taux de change est demandé.
2. Le montant en monnaie étrangère est défini comme la portion du prix ou du taux qui varie directement en fonction des fluctuations du taux de change. Ce montant devrait comprendre l'ensemble des taxes, des droits et des autres coûts payés par le soumissionnaire et qui seront compris dans le montant de rajustement.
3. Le prix total payé par le Canada sur chaque facture sera rajusté au moment du paiement, selon le montant en monnaie étrangère et la disposition relative à la fluctuation du taux de change du contrat. Le rajustement du taux de change sera uniquement appliqué lorsque la fluctuation du taux de change varie de plus de 2% (augmentation ou diminution).
4. Au moment de la soumission, le soumissionnaire doit remplir les colonnes (1) à (4) du formulaire PWGSC-TPSGC 450  pour chaque article pour lequel il veut se prévaloir de la disposition relative à la fluctuation du taux de change. Lorsque les soumissions sont évaluées en dollars canadiens, les valeurs indiquées dans la colonne (3) devraient aussi être en dollars canadiens, afin que le montant du rajustement soit présenté dans la même devise que le paiement.
5. Aux fins de la présente disposition relative à la fluctuation du taux de change, les autres taux ou calculs proposés par le soumissionnaire ne seront pas acceptés.

Section III: Attestations

Les fournisseurs doivent présenter les attestations exigées à la PARTIE 5 - ATTESTATIONS.

Section IV: Renseignements supplémentaires

Le Canada demande que les fournisseurs présentent les renseignements suivants :

3.4 Livraison

3.4.1 Quantité ferme

Bien que la livraison du (des) véhicule(s) soit demandée pour le ou avant le 31 december 2016 la livraison la plus hâtive pouvant être offerte est la suivante:

Article 001 – Quantite une (1) Véhicule utilitaire sport (VUS) blindé Variante I et les articles auxiliaires seront livrées dans les _____ jours civils suivant la date d’octroi du contrat.

3.4.2 Quantité optionnelle

Si une option est exercée, la livraison la plus hâtive pouvant être offerte est la suivante:

Article 002 - Quantite jusqu’à une (1) Véhicule utilitaire sport (VUS) blindé Variante II et les articles auxiliaires seront livrés dans les _____ jours civils suivant la date d’exercice de l’option.

PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

4.1 Procédures d'évaluation

- a) Les soumissions seront évaluées par rapport à l'ensemble des exigences de la demande de soumissions, incluant les critères d'évaluation techniques et financiers.
- b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les soumissions.

4.1.1 Critères d'évaluation techniques obligatoires

4.1.1.1 Preuve de conformité obligatoire

Les soumissionnaires doivent fournir avec leur soumission, toutes les preuves de conformité requises dans l'Annexe "B" - Description d'achat et dans l'Annexe C - Questionnaire de renseignements techniques.

4.1.2 Critères d'évaluation financiers obligatoires

4.1.2.1 Les soumissionnaires doivent fournir avec leur soumission, toutes les informations financières requises dans la demande de soumissions et à l'Annexe A - Prix pour les articles 001 et 002.

4.1.2.2 Les prix de la soumission doivent être en dollars canadiens, rendus droits acquittés (DDP) à destination, selon les Incoterms 2000, pour la livraison de la quantité ferme pour l'article 001 et de la quantité optionnelle pour l'article 002. Les droits de douane et la taxe d'accise sont inclus s'il y a lieu, et les taxes applicables sont en sus.

4.1.2.3 Prix global évalué

Les soumissions seront évaluées en fonction d'un prix global pour la quantité ferme et la quantité optionnelle.

4.1.2.4 Pour déterminer le prix total pour la quantité ferme et la quantité optionnelle, le calcul sera comme suit :

- a) Le prix unitaire ferme pour la quantité ferme et la quantité optionnelle sera multiplié par les quantités estimatives précisées.

4.2 Méthode de sélection

Une soumission doit respecter les exigences de la demande de soumissions et satisfaire à tous les critères d'évaluation obligatoires techniques et financiers pour être déclarée recevable. La

Solicitation No. - N° de l'invitation
W8476-175515/B

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur
hp912

Client Ref. No. - N° de réf. du client
W8476-175515

File No. - N° du dossier
hp912W8476-175515

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

soumission recevable avec le prix évalué global le plus bas sera recommandée pour l'attribution d'un contrat.

PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations et les renseignements supplémentaires exigés pour qu'un contrat leur soit attribué.

Les attestations que les soumissionnaires remettent au Canada, peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment par le Canada. À moins d'indication contraire, le Canada déclarera une soumission non recevable, ou à un manquement de la part de l'entrepreneur s'il est établi qu'une attestation du soumissionnaire est fausse, sciemment ou non, que ce soit pendant la période d'évaluation des soumissions ou pendant la durée du contrat.

L'autorité contractante aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations du soumissionnaire. À défaut de répondre et de coopérer à toute demande ou exigence imposée par l'autorité contractante, la soumission sera déclarée non recevable, ou constituera un manquement aux termes du contrat.

5.1 Attestations exigées avec la soumission

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations suivantes dûment remplies avec leur soumission.

5.1.1 Dispositions relatives à l'intégrité - déclaration de condamnation à une infraction

Conformément à la *Politique d'inadmissibilité et de suspension* (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html>), le soumissionnaire doit présenter avec sa soumission la documentation exigée, s'il y a lieu, afin que sa soumission ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

5.2 Attestations préalables à l'attribution du contrat et renseignements supplémentaires

Les attestations et les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous devraient être remplis et fournis avec la soumission mais ils peuvent être fournis plus tard. Si l'une de ces attestations ou renseignements supplémentaires ne sont pas remplis et fournis tel que demandé, l'autorité contractante informera le soumissionnaire du délai à l'intérieur duquel les renseignements doivent être fournis. À défaut de fournir les attestations ou les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous dans le délai prévu, la soumission sera déclarée non recevable.

5.2.1 Dispositions relatives à l'intégrité – documentation exigée

Conformément à la *Politique d'inadmissibilité et de suspension* (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html>), le soumissionnaire doit présenter la

documentation exigée, s'il y a lieu, afin que sa soumission ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

5.2.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation de soumission

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que le soumissionnaire, et tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, n'est pas nommé dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF » du Programme de contrats fédéraux (PCF) pour l'équité en matière d'emploi disponible au bas de la page du site Web d'Emploi et Développement social Canada (EDSC) – Travail (http://www.edsc.gc.ca/fr/emplois/milieu_travail/droits_personne/equite_emploi/programme_contrats_federaux.page?&ga=1.152490553.1032032304.1454004848).

Le Canada aura le droit de déclarer une soumission non recevable si le soumissionnaire, ou tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, figure dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF » au moment de l'attribution du contrat.

5.2.3 Attestations additionnelles préalables à l'attribution du contrat

Les attestations énumérées ci-dessous devraient être remplies et fournies avec la soumission mais elles peuvent être fournies plus tard. Si l'une de ces attestations n'est pas remplie et fournie tel que demandé, l'autorité contractante informera le soumissionnaire du délai à l'intérieur duquel les renseignements doivent être fournis. À défaut de se conformer à la demande de l'autorité contractante et de fournir les attestations dans le délai prévu, la soumission sera déclarée non recevable.

5.2.3.1 Conformité du produit

Le soumissionnaire certifie que tous les véhicules/équipements proposés sont conformes, et continueront de se conformer pendant toute la période du contrat, à toutes les spécifications techniques de la description d'achat.

Cette certification ne soustrait pas la soumission à son obligation de satisfaire à tous les critères d'évaluation techniques obligatoires détaillés dans la partie 4.

Signature du représentant autorisé du soumissionnaire

Date

5.2.3.2 Attestation des caractéristiques environnementales générales

Le soumissionnaire doit sélectionner et remplir l'une des deux déclarations suivantes aux fins d'attestation

A) Le soumissionnaire atteste que le soumissionnaire est inscrit ou rencontre la norme ISO 14001.

Signature du représentant autorisé du soumissionnaire

Date

ou

B) Le soumissionnaire atteste que le soumissionnaire satisfait et continuera de satisfaire, pendant toute la durée du contrat, à un minimum de quatre (4) des six (6) critères identifiés dans le tableau ci-dessous.

Le soumissionnaire doit indiquer qu'il satisfait à un minimum de quatre (4) critères.

Pratiques écologiques au sein de l'organisation des soumissionnaires	Insérez un crochet pour chaque critère qui est respecté.
Favorise un environnement sans papier au moyen de directives, procédures et / ou des programmes.	
Tous les documents sont imprimés recto verso et en noir et blanc dans le cadre des activités quotidiennes, excepté lors d'indications contraires par votre client.	
Le papier utilisé dans le cadre des activités quotidiennes est composé d'un minimum de 30% de matières recyclées et possède une certification de la gestion durable des forêts.	
Utilise préférentiellement des encres écologiques et achète des cartouches d'encre réusainées ou cartouches d'encre qui peuvent être retournées au fabricant aux fins de réutilisation et de recyclage dans le cadre des activités quotidiennes.	

Solicitation No. - N° de l'invitation
W8476-175515/B

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur
hp912

Client Ref. No. - N° de réf. du client
W8476-175515

File No. - N° du dossier
hp912W8476-175515

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

Des bacs de recyclage pour le papier, le papier journal, le plastique et l'aluminium sont disponibles et vidés régulièrement conformément au programme de recyclage local.	
Un minimum de 50% de matériel de bureau détient une certification écoénergétique.	

Signature du représentant autorisé du soumissionnaire

Date

PARTIE 6 - CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

6.1 Besoin

6.1.1 L'entrepreneur doit fournir Quantité une (1), Véhicule utilitaire sport (VUS) blindé Variante I et les articles auxiliaires tels que décrit à l'Annexe "A" - Prix et conformément à Annexe "B" - Description d'achat - Véhicule utilitaire sport (VUS) blindé.

6.1.2 L'entrepreneur accorde au Canada l'option irrévocable décrite à l'Annexe "A" - Prix.

6.1.2.1 Les options ne pourront être exercées que par l'autorité contractante et sera confirmée, pour des raisons administratives seulement, par une modification au contrat.

6.1.2.2 Les options peuvent être exercées en totalité ou en partie et en plus d'une occasion à la discrétion du Canada et jusqu'à concurrence de la quantité maximum indiquée à l'Annexe "A" - Prix.

6.1.2.3 Les options peuvent être exercées dans les douze (12) mois après l'octroi du contrat.

6.2. Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions identifiées dans le contrat par un numéro, une date et un titre, sont reproduites dans le guide des Clauses et conditions uniformisées d'achat publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC). Le guide est disponible sur le site Web de TPSGC : [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>).

6.2.1 Conditions générales

2010A (2016-04-04), Conditions générales - biens (complexité moyenne) s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

6.2.1.1 L'article 09 des conditions générales 2010A est modifié en remplaçant la période de douze (12) mois par la suite.

la garantie de deux (2) ans sur le blindage du matériel et de l'équipement auxiliaire qui couvre leur qualité et leur installation.

Les portes et les charnières de renfort, pendant la période de garantie de cinq (5) ans.

Une norme de véhicules période de garantie.

Toutes les autres dispositions de la garantie demeurent en vigueur.

6.3 Durée du contrat

6.3.1 Livraison du (des) véhicule(s)

6.3.1.1 Quantité ferme

La livraison du(des) véhicule(s) doit être effectuée comme suit :

Article 001 - Quantité une (1), Véhicule utilitaire sport (VUS) blindé Variante I et les articles auxiliaires doivent être livrés le ou avant le _____ . (date à insérer par l'autorité contractante au moment de l'attribution du contrat.)

6.3.1.2 Quantité optionnelle

Article 002 - Quantité jusqu'à une (1), Véhicule utilitaire sport (VUS) blindé Variante II et les articles auxiliaires doivent être livrés dans les _____ jours civils suivant la date d'exercice de l'option. (Nombre de jours à être inséré par l'autorité contractante au moment de l'attribution du contrat.)

6.4 Responsables

6.4.1 Autorité contractante

L'autorité contractante pour le contrat est :

Nom: Neil Pearson
Titre: Spécialiste en approvisionnement
Organisation: Services publics et Approvisionnement Canada
Direction générale des approvisionnements, Direction TPLEP,
Division HP
7A2, Place du Portage, Phase 3, 11 rue Laurier, Gatineau, Quebec,
K1A 0S5
Téléphone : 873-469-3312
Télécopieur : 819-953-2953
Courriel: neil.pearson@tpsgc-pwgsc.gc.ca

L'autorité contractante est responsable de la gestion du contrat et toute modification doit être autorisée, par écrit, par l'autorité contractante. L'entrepreneur ne doit pas effectuer de travaux dépassant la portée du contrat ou des travaux qui n'y sont pas

prévus suite à des demandes ou instructions verbales ou écrites de toute personne autre que l'autorité contractante.

6.4.2 Responsable des achats

Le responsable des achats pour le contrat est :

Nom: _____ (à être inséré par TPSGC au moment de l'attribution du contrat)
Titre: _____
Organisation: _____

Téléphone : ____-____-____
Télécopieur : ____-____-____
Courriel : _____

Le responsable des achats représente le ministère ou organisme pour lequel les travaux sont exécutés en vertu du contrat. Il est responsable de la mise en œuvre d'outils et de procédures exigés pour l'administration du contrat. L'entrepreneur peut discuter de questions administratives identifiées dans le contrat avec le responsable des achats; cependant, celui-ci ne peut pas autoriser de changements à l'énoncé des travaux. Des changements à l'énoncé des travaux peuvent être effectués uniquement au moyen d'une modification au contrat émise par l'autorité contractante.

6.4.3 Responsable technique

Le responsable technique pour le contrat est :

Nom: _____ (à être inséré par TPSGC au moment de l'attribution du contrat)
Titre: _____
Organisation: _____

Téléphone : ____-____-____
Télécopieur : ____-____-____
Courriel : _____

Le responsable technique représente le ministère ou organisme pour lequel les travaux sont exécutés dans le cadre du contrat. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat. On peut discuter des questions techniques avec le responsable technique; cependant, celui-ci ne peut pas autoriser les changements à apporter à l'énoncé des travaux. Ces changements peuvent être effectués uniquement au moyen d'une modification au contrat émise par l'autorité contractante.

6.4.4 Représentants de l'entrepreneur

Nom et numéro de téléphone de la personne avec qui communiquer :

Renseignements généraux

Nom : _____ (à être complété par le soumissionnaire.)

Titre: _____

Téléphone : _____-_____-_____

Télécopieur : _____-_____-_____

Courriel : _____

Suivi de la livraison :

Nom : _____ (à être complété par le soumissionnaire.)

Titre: _____

Téléphone : _____-_____-_____

Télécopieur : _____-_____-_____

Courriel : _____

6.4.5 Service après-vente

Le concessionnaire et/ou son agent suivant est autorisé à fournir des services après-vente, d'entretien et de réparations sous garantie et une gamme complète de pièces de rechange pour le véhicule/l'équipement offert:

Article _____ *(Répéter s'il y a plus d'une destination pour la quantité ferme)*

Nom : _____

Adresse : _____

Numéro de téléphone : _____

Distance entre le lieu de livraison et le concessionnaire et/ou l'agent : _____km

6.5. Paiement

6.5.1 Base de paiement

À condition de remplir de façon satisfaisante toutes ses obligations dans le cadre du contrat, l'entrepreneur sera payé les prix fermes spécifiés dans l'Annexe A - Prix et selon ce qui suit:

6.5.1.1 Base de paiement (BDP) Type 1

Des prix unitaires fermes en dollars canadiens, DDP - rendu droits acquittés à destination, Incoterms 2000, droits de douane et taxe d'accise comprises, s'il y a lieu et les taxes applicables en sus.

Le prix payé sera rajusté en fonction de la disposition relative à la fluctuation du taux de change (le cas échéant).

6.5.2 Clauses du guide des CCUA

C6000C	Limite de prix	2011-05-16
H1000C	Païement unique	2008-05-12

6.5.3 Rajustement relatif à la fluctuation du taux de change (si applicable)

Le montant en monnaie étrangère est défini comme la portion du prix ou du taux qui varie directement en fonction des fluctuations du taux de change. Ce montant devrait comprendre l'ensemble des taxes, des droits et des autres frais payés par la soumissionnaire et qui seront compris dans le montant de rajustement.

2. Pour chaque article pour lequel un montant en monnaie étrangère est déterminé, le Canada assume les risques et les avantages liés à la fluctuation du taux de change, conformément à la Base de paiement. Pour ces articles, le montant de rajustement du taux de change est déterminé conformément à la disposition de la présente clause.
3. Le prix total payé par le Canada sur chaque facture sera rajusté au moment du paiement, selon le montant en monnaie étrangère et la disposition relative à la fluctuation du taux de change du contrat. Le montant de rajustement du taux de change sera calculé conformément à la formule suivante :
$$\text{Rajustement} = \text{montant en monnaie étrangère} \times \text{Qté} \times (i_1 - i_0) / i_0$$

où les variables de la formule correspondent à :

Montant en monnaie étrangère

Montant en monnaie étrangère (par unité)

i_0

taux de change initial (\$ CA par unité de monnaie étrangère [p. ex., 1 \$ US])

i_1



taux de change aux fins du rajustement (\$ CA par unité de monnaie étrangère [p. ex., 1 \$ US])

Qté

quantité d'unités

4. Le taux de change initial correspond habituellement au cours à midi, publié par la Banque du Canada à la date de clôture de la demande de soumissions.
5. Pour les biens, le taux de change aux fins du rajustement correspondra au cours à midi, publié par la Banque du Canada à la date de livraison des biens. Pour les services, le taux de change aux fins du rajustement correspondra au cours à midi, publié par la Banque du Canada pour le dernier jour ouvrable du mois durant lequel la

prestation a eu lieu. Pour les paiements anticipés, le taux de change aux fins du rajustement correspondra au cours à midi à la date à laquelle le paiement était dû. Le plus récent cours à midi sera utilisé pour les jours non ouvrables.

6. L'entrepreneur doit indiquer le montant total de rajustement du taux de change (soit à la hausse, à la baisse ou invariable) séparément sur chaque facture ou demande de paiement présentée dans le cadre du contrat. Dans le cas où un rajustement s'applique, l'entrepreneur doit joindre à sa facture le formulaire PWGSC-TPSGC 450 , Demande de rajustement du taux de change.
7. Le rajustement du taux de change sera uniquement appliqué lorsque la fluctuation du taux de change varie de plus de 2% (augmentation ou diminution), calculé conformément à la colonne 8 du formulaire PWGSC-TPSGC 450  (c.-à-d. $[i_1 - i_0 / i_0]$).
8. Le Canada se réserve le droit de vérifier toute révision de coûts et prix en vertu de la présente clause.

6.6 Instructions relatives à la facturation

6.6.1 L'entrepreneur doit soumettre ses factures conformément à l'article intitulé «Présentation des factures» des conditions générales en plus d'indiquer le # BT715 Ref Client. Les factures ne doivent pas être soumises avant que les travaux identifiés sur la facture sont complétés. Les fournisseurs sont priés de fournir les factures en format électronique sauf si indication contraire de l'autorité contractante ou chargé de projet, réduisant ainsi le matériel imprimé.

6.6.2 Les factures doivent être distribuées comme suit :

- (a) L'original et un (1) exemplaire doivent être envoyés à l'adresse suivante pour attestation et paiement.

Quartier général de la Défense nationale
Édifice Major-général George R. Pearkes
101, promenade Colonel By
Ottawa (Ontario) Canada,
K1A 0K2

À l'attention de: DLP _____

- (b) Une (1) copie doit être envoyée à l'autorité contractante de TPSGC identifiée sous l'article intitulé « Responsables » du contrat.

6.6.3 Retenue de garantie

Le Canada retiendra vingt pour cent (20%) du prix de chaque véhicule **article 001** et **002** sur tout paiement final dudit véhicule/équipement. La retenue de dix pourcent (20%) est conditionnelle à la réception et l'acceptation par le responsable des inspections du dit véhicule/équipement, ainsi que tous les articles auxiliaires identifiés à l'Annexe "A" prix.

Les taxes applicables, selon le cas, doivent être calculées pour le montant total du prix du véhicule, avant l'application de la retenue. Au moment de la demande de la retenue, il n'y aura pas de taxes réclamées et est payable sous la facture précédente.

- (a) L'original et un (1) exemplaire pour la retenue doivent être envoyés à l'autorité pour les achats identifiée sous l'article intitulé « Responsables » du contrat.
- (b) Une (1) copie doit être envoyée à l'autorité contractante identifiée sous l'article intitulé « Responsables » du contrat

6.7. Attestations

6.7.1 Conformité

À moins d'indication contraire, le respect continu des attestations fournies par l'entrepreneur avec sa soumission ou préalablement à l'attribution du contrat, ainsi que la coopération constante quant aux renseignements supplémentaires, sont des conditions du contrat et leur non-respect constituera un manquement de la part de l'entrepreneur. Les attestations pourront faire l'objet de vérifications par le Canada pendant toute la durée du contrat.

6.8 Lois applicables

Le contrat doit être interprété et régi selon les lois en vigueur en Ontario et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

6.9 Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre les textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure par la suite sur ladite liste.

- (a) les articles de la convention;
- (b) 2010A (2016-04-04) Conditions générales - biens (complexité moyenne);
- (c) Annexe A - Prix;
- (d) Annexe "B" - Description d'achat - Véhicule utilitaire sport (VUS) blindé

- (e) Annexe "C" - Questionnaire de renseignements techniques - Véhicule utilitaire sport (VUS) blindé
- (f) la soumission de l'entrepreneur en date du _____

6.10 Clauses du guide des CCUA

A1009C	Accès aux lieux d'exécution des travaux	2008-05-12
A9006C	Contrat de défense	2012-07-16
A9049C	Sécurité des véhicules	2011-05-16
A9062C	Règlements concernant les emplacements des Forces canadiennes	2011-05-16
C2800C	Cote de priorité	2013-01-28
C2801C	Cote de priorité - entrepreneurs établis au Canada	2014-11-27
D3010C	Livraison de marchandises dangereuses / produits dangereux	2016-01-28
D9002C	Ensembles incomplets	2007-11-30
D5545C	ISO 9001:2008 Systèmes de management de la qualité - Exigences (CAQ C)	2010-08-16
G1005C	Assurances	2016-01-28

6.11 Inspection et acceptation

L'autorité technique sera le responsable des inspections. Tous les rapports, biens livrables, documents, biens et services fournis en vertu du contrat seront assujettis à l'inspection du responsable des inspections ou de son représentant. Si des rapports, documents, biens ou services ne sont pas conformes aux exigences de l'énoncé des travaux et ne sont pas satisfaisants selon le responsable des inspections, ce dernier aura le droit de les rejeter ou d'en demander la correction, aux frais de l'entrepreneur uniquement, avant de recommander le paiement.

6.12 Préparation en vue de la livraison

Le véhicule/équipement doit être entretenu, réglé et livré dans un état qui en permet l'utilisation immédiate. L'intérieur et l'extérieur doivent être nettoyés avant que le véhicule quitte l'usine et soit remis au responsable des inspections ou son mandataire au lieu de livraison final.

Les réservoirs d'essence doivent être remplis au moins à moitié avant la remise du ou des véhicules au responsable des inspections ou son mandataire à moins que les règlements sur les transports l'État différemment.

6.13 Instructions d'expédition- livraison à destination (Quantité ferme)

- 6.13.1 L'entrepreneur doit expédier les biens en DDP à destination - rendu droits acquittés aux destinations (tel qu'indiqué à l'Annexe "A" - Prix) À moins d'indication

contraire, la livraison doit se faire par le moyen le plus économique. L'entrepreneur est responsable de l'ensemble des frais de livraison, de l'administration, des coûts et des risques de transport et du dédouanement, dont le paiement des droits de douane et des taxes.

6.13.2 L'entrepreneur doit livrer les biens aux dépôts d'approvisionnement des Forces canadiennes (FC) sur rendez-vous seulement. L'entrepreneur ou son transporteur doit prendre les rendez-vous pour la livraison en communiquant avec les personnes désignées à l'Annexe 'A' - Prix. Le destinataire peut refuser des livraisons lorsque des dispositions n'ont pas été prises au préalable.

6.14 Réunion postérieure à l'attribution du contrat / Réunion de pré-production

Dans un délai de dix (10) jours civils après la date d'entrée en vigueur du contrat, l'entrepreneur doit communiquer avec l'autorité contractante pour déterminer si une réunion est requise. Une réunion sera convoquée à la discrétion de l'autorité technique afin de passer en revue les exigences techniques et contractuelles. L'entrepreneur sera responsable pour la préparation et la distribution du procès-verbal dans les cinq (5) jours civils après la tenue de la réunion. La réunion aura lieu aux établissements de l'entrepreneur ou à un édifice du ministère de la Défense nationale ou via téléconférence, à la discrétion du Canada, sans frais additionnels au Canada, avec des représentants de l'entrepreneur, du ministère de la Défense nationale et de Services publics et Approvisionnement Canada.

6.15 Rapports périodiques

L'entrepreneur doit fournir des rapports mensuels, en format électronique, sur l'avancement des travaux, au responsable technique et à l'autorité contractante.

Chaque rapport d'étape doit répondre aux questions suivantes:

- (a) La livraison se fait-elle à temps?
- (b) Le contrat est-il exempt de problèmes susceptibles d'exiger l'aide ou les conseils du Canada?
- (c) Une explication doit accompagner toute réponse négative.

6.16 Outils et équipement en vrac

Tous les articles et outils expédiés en vrac doivent être inscrits sur le Certificat d'inspection (CF 1280) ou sur le bordereau d'emballage fourni avec le véhicule/équipement, pour la vérification lors du transport.

6.17 Matériel

Le matériel fourni doit être neuf et de production courante par le fabricant. (Année-modèle 2016 ou plus récent).

6.18 Modification de conception

La "Procédure de modification/écart par rapport au modèle et demande d'exemption" qui est exposée dans la norme de la Défense nationale D-02-006-008/SG-001 s'appliquera.

6.19 Interchangeabilité

A moins de modifications autorisées par l'autorité contractante au cours du cycle de fabrication, tous les véhicules fournis en fonction d'un article donné d'un contrat doivent être de marque et de modèle semblables, et tous leurs assemblages, sous-ensembles et pièces doivent être interchangeables.

6.20 Conditionnement

Les méthodes de préservation et de conditionnement doivent être conformes à la norme courante de l'entrepreneur pour les envois au Canada ou, au besoin, aux normes pour les envois outremer (par exemple pour les cargaisons en cale ou le transport aérien).

6.21 Service à la livraison

L'entrepreneur doit dépêcher un représentant du service à chaque point de livraison pour effectuer l'assemblage et la préparation de tous les véhicules livrés. Le coût afférent à ce service doit être inclus dans le prix de chaque véhicule.

6.22 Avis de rappel de véhicules

Tous les avis de rappel de véhicules doivent être envoyés à:

Quartier général de la Défense nationale
MGen George R. Pearkes
101, promenade Colonel By
Ottawa, Ontario K1A 0K2

Attention:

ANNEXE "A" – PRIX

Article 001: Véhicule utilitaire sport (VUS) blindé Variante I (quantité ferme)

L'entrepreneur doit livrer le véhicule/l'équipement, y compris les manuels, le sommaire des données, les photographies, les lettres de garantie, la liste des pièces de remplacement pour l'entretien préventif, et la liste des outils spécialisés en conformité avec l'Annexe "B" - Description d'achat - Véhicule utilitaire sport (VUS) blindé

Les Véhicule utilitaire sport (VUS) blindé Variante I et les articles auxiliaires doivent être livré à:

Embassy of Canada
House 256
Street 15
Wazir Akbar Khan
Kabul, Afghanistan

À l'attention de: _____ (Nom à être inséré par TPSGC au moment de l'attribution du contrat)

Date de livraison: _____ (Date à être inséré par TPSGC au moment de l'attribution du contrat)

Prix unitaire ferme de _____ \$ par véhicule, incluant tous les équipements "et les articles auxiliaires si nécessaire" en conformité avec la Base de paiement – Type 1 (tel que décrit à la clause 6.5.1 Base de paiement)

Quantité : one (1)

Article 002: Véhicule utilitaire sport (VUS) blindé Variante II (quantité optionnelle)

Si cette option est exercée, L'entrepreneur doit livrer le véhicule/l'équipement, y compris les manuels, le sommaire des données, les photographies, les lettres de garantie, la liste des pièces de remplacement pour l'entretien préventif, et la liste des outils spécialisés en conformité avec l'Annexe "B" - Description d'achat - Véhicule utilitaire sport (VUS) blindé.

Les Véhicule utilitaire sport (VUS) blindé Variante II et les articles auxiliaires doivent être livré à:

Bogota, Columbia

Solicitation No. - N° de l'invitation
W8476-175515/B

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur
hp912

Client Ref. No. - N° de réf. du client
W8476-175515

File No. - N° du dossier
hp912W8476-175515

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

À l'attention de: _____ (Nom à être inséré par TPSGC au moment de l'attribution du contrat)

Date de livraison: _____ (Date à être inséré par TPSGC au moment de l'attribution du contrat)

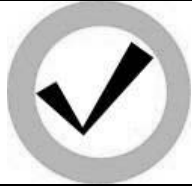
Prix unitaire ferme de _____ \$ par véhicule, incluant tous les équipements "et les articles auxiliaires si nécessaire" en conformité avec la Base de paiement – Type 1 (tel que décrit à la clause 6.5.1 Base de paiement)

Quantité : Jusqu'à une (1)

Annexe B

W8476-175515

| 20 Septembre 2016



NOTICE

This documentation has been reviewed by the Technical Authority and does not contain controlled goods.

AVIS

Cette documentation a été révisée par l'Autorité technique et ne contient pas de marchandises contrôlées.

DESCRIPTION D'ACHAT

DE

VÉHICULES UTILITAIRES SPORT BLINDÉS

OPI/BPR DSVPM 4 – DAPVS 4

Issued on Authority of the Chief of the Defence Staff

Publiée avec l'autorisation du chef d'état-major de la Défense

© DND/MDN Canada, 2008

TABLE DES MATIÈRES

1.	PORTÉE	4
1.1	But	4
2.0	DIRECTIVES ET DÉFINITIONS	4
2.1	Instructions	4
2.2	Définitions	5
3.0	DOCUMENTS APPLICABLES	5
4.0	EXIGENCES	6
4.1	Conception type	6
4.2	Caractéristiques	7
4.3	Caractéristiques supplémentaires	7
4.4	Conditions d'utilisation	8
4.5	Règlements relatifs à la sécurité des véhicules	8
4.6	Identification	8
4.7	Moteur	9
4.8	Boîte de vitesses	9
4.9	Roues	9
4.10	Pneus et garnitures	9
4.11	Suspension, amortisseurs et freins	10
4.12	Doubles batteries de démarrage	10
4.13	Connecteurs de survoltage de batterie	10
4.14	Pare-chocs avant et arrière renforcés	10
4.15	Gaine de matériel de communication	11
4.16	Grillage d'échappement	11
4.17	Trappe de remplissage de carburant	11
4.18	Systèmes d'extinction d'incendie	11
4.19	Trousse d'outils et câble de remorquage	12
4.20	Système de communication	13
4.21	Système d'alarme	13
4.22	Sirène/avertisseur pneumatique	13
4.23	Système à pêne dormant manuel	13
4.24	Protection contre la rouille	13
4.25	Couleur de peinture	13
4.26	Matériel divers	13

5.0	EXIGENCES RELATIVES À LA PROTECTION	14
5.1	Généralités	14
5.2	Blindage transparent	14
5.3	Blindage opaque	15
5.4	Blindage du plancher	15
5.5	Blindage du toit	16
5.6	Protection ajoutée contre les DEC	17
5.7	Renforcement de la carrosserie	17
5.8	Réservoir de carburant	18
5.9	Points d'entretien couverts blindés	18
5.10	Finition	18
6.0	SOUTIEN LOGISTIQUE INTÉGRÉ	18
6.1	Manuels	18
6.2	Fiche technique	19
6.3	Listes des pièces	19
6.4	Liste des outils spéciaux	19
6.5	Étiquetage	19
6.6	Certificat de garantie	20
6.7	Information technique	20
7.0	CONCEPT DE SOUTIEN	20
8.0	CERTIFICATION	21
8.1	Validation complète du véhicule	21
Appendice 1	Critères de réussite/d'échec de la protection contre les DEC	22
Appendice 2	Abréviations	23

DESCRIPTION D'ACHAT

DE

VÉHICULES UTILITAIRES SPORT BLINDÉS

1.0 PORTÉE

1.1 Objet. Le présent document décrit les exigences relatives au nouveau véhicule blindé conventionnel, avec conduite à gauche, qui servira aux déplacements protégés du personnel en Afghanistan :

- a. Véhicule utilitaire sport (VUS) blindé, 4x4, d'une capacité minimale de 4 occupants et de marchandises de 400 kg. Toyota Land Cruiser 200 ou un équivalent.

2.0 DIRECTIVES ET DÉFINITIONS

2.1 Directives. Les directives suivantes doivent s'appliquer à cette description d'achat :

- a. Les exigences associées au verbe « doivent » sont obligatoires. Les écarts ne seront pas permis;
- b. Les exigences qui contiennent une formule verbale au futur de l'indicatif correspondent aux tâches que doit exécuter la Couronne. Ces exigences ne requièrent aucune action et/ou obligation de la part du soumissionnaire;
- c. Lorsque les mots « doit » ou « doivent » ou « devra » ou « devront » ne sont pas employés, les renseignements ne sont fournis qu'à titre d'orientation. Ces renseignements souhaitables peuvent être fournis; toutefois, toute option présentée doit satisfaire aux exigences obligatoires;
- d. Des mesures métriques doivent être utilisées pour définir les exigences. D'autres mesures sont indiquées à titre de référence seulement et pourraient ne pas constituer des conversions exactes;

- e. Les dimensions nominales indiquées **doivent** être considérées comme approximatives. Les dimensions nominales reflètent une méthode selon laquelle des matériaux ou des produits sont généralement identifiés pour la commercialisation, mais qui présentent des différences par rapport aux dimensions réelles.
- f. Dans le présent document, « fourni » **doit** signifier « fourni et installé »;
- g. Si une norme est indiquée et que l'entrepreneur a offert un équivalent, la norme équivalente **doit** être fournie avec la soumission;

2.2 Définitions. Les définitions suivantes **doivent** s'appliquer à l'interprétation de la présente description d'achat :

- a. L'« Autorité technique » (AT) est le représentant officiel du gouvernement chargé de la gestion technique des présentes exigences. L'autorité technique est le directeur - Administration du programme des véhicules de soutien.
- b. « Équivalent approuvé de l'autorité technique » - Désigne une norme, une méthode ou un type de composant que l'autorité technique a approuvé par écrit comme satisfaisant aux exigences de fonction et de rendement spécifiées.

3.0 DOCUMENTS APPLICABLES

3.1 Les documents suivants font partie de la présente description d'achat. Les dates d'entrée en vigueur **doivent** être celles en vigueur au moment de la fabrication. Les sources de ces documents sont les suivantes :

- a. VPAM BRV 2009, Directives sur l'essai et la certification de véhicules à l'épreuve des balles - Deutsche Hochschule der Polizei, Polizeitechnisches Institut, Postfach 48 03053, 48080 Munster, Allemagne;
- b. VPAM BRV 2010, Directives sur l'essai et la certification de véhicules à l'épreuve des balles - Deutsche Hochschule der Polizei,

Polizeitechnisches Institut, Postfach 48 03053,
48080 Munster, Allemagne;

- c. AEP-55, Vol. 3 (Partie 1), OTAN/NSO, boul.
Léopold III, 1110 Bruxelles, Belgique;
- d. La marque nationale de sécurité est collée sur les
véhicules par les constructeurs de véhicules qui
souhaitent vendre leurs véhicules au Canada. Voir
http://laws.justice.gc.ca/eng/M-10.01/page-2.html#anchorbo-ga:s_3 ou
<http://laws.justice.gc.ca/fra/M-10.01/page-2.html>.

3.2 Le document VPAM BRV 2009 définit les classes de résistance aux balles; p. ex. VR 7 et VR 9, ainsi que les conditions et pratiques d'essai requises pour attester cette résistance.

3.3 Le document VPAM ERV 2010 définit les essais de résistance aux effets de souffle – éclats et pression. Il définit également les pratiques requises pour attester cette résistance.

3.4 Le document AEP-55 définit les essais de résistance au souffle d'engins explosifs improvisés en bordure des routes.

3.5 Le paragraphe 5.6 définit les paramètres de protection supplémentaire contre les dispositifs explosifs de circonstance (DEC). L'appendice 1 définit les critères de réussite/échec de la protection contre les DEC.

4.0 EXIGENCES

4.1 Modèle type. Le véhicule blindé **doit** :

- a. être le dernier modèle du fabricant et le dernier modèle proposé par le soumissionnaire, et il doit avoir montré qu'il est accepté par l'industrie en ayant été construit et vendu commercialement ou **doit** avoir été fabriqué par une entreprise ayant au moins 5 ans d'expérience en conception et en fabrication d'équipement de complexité équivalente ou supérieure. Une brochure du produit **doit** être jointe à la soumission;
- b. comprendre toutes les composantes et tous les accessoires normalement fournis pour le véhicule

de base offert, et ce, même si ces composantes et ces accessoires ne sont pas expressément définis dans la présente description d'achat.

4.2 Caractéristiques. Le véhicule **doit** être doté des caractéristiques minimales suivantes :

CARACTÉRISTIQUE	EXIGENCE MINIMALE
BOÎTE DE VITESSES	Automatique
Nombre de portes	5
VOLANT	À GAUCHE
ACELERATION 0 À 100 KM/H (SECONDES)	15
VITESSE MAXIMALE ACCEPTABLE - EN KM/H	120
PROTECTION CONTRE LES DEC	20 KG
BRV BLINDÉ 2009	VR7
TRACTION INTÉGRALE	OUI
BOÎTE DE TRANSFERT 2 VITESSES POUR 4X4	OUI
CAPACITÉ DU RÉSERVOIR DE CARBURANT (EN LITRES)	90
RÉGULATEUR DE VITESSE	OUI
PERSONNEL ET CHARGE UTILE (KG)	808
MOTEUR - Variante 1	Diesel
Variante II	Essence

4.3 Caractéristiques supplémentaires. Le véhicule **doit** également être doté des caractéristiques suivantes :

- a. Huile et haute tenue, refroidisseur de moteur et de transmission automatique;
- b. Radio, AM/FM et CD;
- c. Sièges, sièges baquets intégraux à l'avant, console centrale, banquette arrière séparée rabattable;
- d. Roue de secours pleine grandeur;
- e. Volant inclinable;
- f. Pneus 4 saisons (5);
- g. Essuie-glaces à balayage intermittent;
- h. 2 prises électriques auxiliaires 12 volts et 4 prises USB côte-à-côte aux endroits suivants :

- (1) dans la boîte à gants;
- (2) dans la console.

4.4 Conditions d'utilisation. Les véhicules dont le poids nominal brut (PNBV) correspond aux valeurs spécifiées **doivent** être en mesure de fonctionner de manière sécuritaire et efficace toute l'année, dans la boue, dans la neige, sur la glace, sur des routes revêtues, des routes de gravier et des routes non revêtues qui présentent des ondulations importantes, des nids-de-poule et des conditions hors route, et ce, à des températures variant entre -32°C et 44°C. Ils **doivent** également être en mesure de fonctionner sur des routes très raboteuses, avec des nids de poule, et hors route.

4.5 Règlements relatifs à la sécurité des véhicules. Le véhicule **doit** être conforme aux lois, règlements et normes de l'industrie applicables à la fabrication, la sécurité, au niveau de bruit et à la pollution dans son pays de construction qui sont en vigueur au moment de sa construction.

4.5.1 Homologation du véhicule. Afin de démontrer le bon état de leur véhicule, les soumissionnaires **doivent** présenter dans leur soumission des certificats d'homologation délivrés par un tiers.

4.5.2 Coussins gonflables. La console **doit** comporter un interrupteur sous cache permettant de désactiver les coussins gonflables.

4.5.3 Ceintures de sécurité d'origine. Les ceintures de sécurité d'origine **doivent** être fixées à l'intérieur des montants exactement à l'endroit où l'OEM les avait installées.

4.6 Identification. L'information suivante **doit** être apposée en permanence à un endroit protégé et bien en vue :

- a. Le nom du constructeur, le numéro du modèle, le numéro de série et le millésime;
- b. Le poids nominal brut du véhicule (PVBV) poids technique maximal sous essieu.

4.7 Moteur

4.7.1 Le véhicule doit être muni d'un moteur qui lui assure les performances décrites au paragraphe 4.2.

4.7.2 Le véhicule doit être muni d'un réservoir de carburant au moins à moitié plein lorsqu'il est livré à destination, sauf si la réglementation sur le transport est explicitement différente.

4.7.3 Le moteur doit être muni d'un filtre à air sec remplaçable.

4.7.4 Dispositif de démarrage à froid : La variante 1 du véhicule doit être munie d'un système de bougies de préchauffage ou d'admission d'air réchauffée. La variante II du véhicule doit être munie d'un chauffe-bloc de 220 volts c.a.

4.8 Boîte de vitesses. Le véhicule doit être muni d'une boîte de vitesse automatique avec :

- a. au moins 5 vitesses de marche avant avec une vitesse surmultipliée et une vitesse de marche arrière;
- b. La boîte de vitesse doit être de l'équipement d'origine du constructeur installé, et non une version du marché secondaire.

4.9 Roues.

4.9.1 Les véhicules doivent être munis de roues d'acier et non d'alliage.

4.9.2 La roue de secours doit être installée sous la partie arrière du véhicule.

4.10 Pneus et garnitures.

4.10.1 Pneus. Le véhicule doit être muni de pneus radiaux ceinturés d'acier et sans chambre à air, dont la capacité doit être établie conformément au poids du véhicule lorsque blindé et à sa vitesse maximale.

4.10.2 Pneus à affaissement limité. Le véhicule doit être muni de pneus à affaissement limité, y compris la roue de secours. Lorsque tous les pneus sont complètement à plat,

le véhicule doit pouvoir malgré tout parcourir 50 km à 50 km/h sur route rebattue avec la charge mentionnée au paragraphe 1.1.

4.11 Suspension, amortisseurs et freins. Pour assurer la fiabilité et la sécurité routière, la suspension avec ses points de fixation et ses ancrages au châssis, les amortisseurs et les freins doivent être modifiés en fonction du poids du véhicule (masse en état de marche, poids des occupants et des marchandises de 808 kg et poids du blindage). Les freins doivent être en mesure d'arrêter le véhicule blindé sur la même distance que le véhicule non blindé, plus dix (10) pour cent.

4.12 Doubles batteries de démarrage. Deux batteries de type fibre de verre microporeuse, produisant chacune au moins 550 CCA doivent être fournies :

- a. Le système doit permettre de passer de la batterie principale à la batterie auxiliaire au moyen d'un simple commutateur;
- b. Le commutateur de type « Arrêt/Marche » doit être placé sous le capot, à un endroit facilement accessible au conducteur et identifié clairement.

4.13 Connecteurs de survoltage de batterie. Un connecteur de survoltage de batterie doit être installé derrière le support de plaque d'immatriculation avant à ressort.

4.14 Pare-chocs avant et arrière renforcés. Les pare-chocs du véhicule doivent résister à la pression lorsqu'on pousse un autre véhicule de même taille et de même poids :

- a. Il doit y avoir une poutre d'acier en caisson à paroi épaisse à l'intérieur des pare-chocs avant et arrière d'origine. Cette poutre doit être continue d'une extrémité à l'autre. La poutre doit être orientée de telle sorte que sa section la plus large se trouve à l'horizontale;
- b. Des éléments de renfort de même construction doivent être soudés aux pare-chocs renforcés du véhicule et se prolonger jusqu'au châssis de ce dernier.
- c. A lieu d'utiliser les pare-chocs d'origine mentionnés aux paragraphes 4.14 et 4.14 b, on doit

utiliser une barre de remorquage du marché secondaire.

4.15 Gaine de matériel de communication. Une gaine doit être prévue pour brancher le matériel de communication intérieur avec les appareils radio à une antenne installée à l'extérieur du véhicule. Les détails seront confirmés lors de la réunion de production; il faut toutefois 4 gaines qui totalisent 20 mètres de long. Des orifices doivent être pratiqués dans la cloison pare-feu et le toit pour le passage du câble de l'antenne. Une tape blindée assurant la protection balistique de cette partie du toit égale à la partie restante du toit doit couvrir les orifices. À l'intérieur du véhicule, la tape blindée doit avoir au moins 10,2 sur 15,3 mm (4 po sur 6 po) pour qu'on puisse y glisser la main jusqu'aux connecteurs de toit de l'antenne sans devoir pousser la tape. Tous les orifices doivent être étanches.

4.16 Grillage d'échappement.

- a. Un grillage métallique doit être installé et soudé en travers ou à l'intérieur du tuyau d'échappement pour empêcher l'insertion d'objets de plus de 9 mm (3/8 po) de diamètre.
- b. La structure du grillage métallique ne doit avoir qu'un effet minimal sur la contre-pression du système d'échappement d'origine;
- c. De petits trous doivent être pratiqués dans le tuyau d'échappement sur une longueur d'au moins 200 mm à partir de son extrémité, si possible, pour prévenir l'obstruction du tuyau arrière.

4.17 Trappe de remplissage de carburant. Le bouchon du réservoir de carburant doit être recouvert d'une trappe qui ne peut être ouverte que de l'intérieur du véhicule.

4.18 Systèmes d'extinction d'incendie. Deux systèmes d'extinction d'incendie doivent être installés : un pour le compartiment moteur et l'autre pour le compartiment passagers.

4.18.1 Les deux systèmes doivent

- a. comporter un capteur d'éclair et de flamme;

- b. s'actionner manuellement à l'aide d'un interrupteur installé à portée de main du conducteur et d'un autre à portée des passagers arrière. Un cache doit protéger les interrupteurs contre un déclenchement accidentel. Les interrupteurs doivent être clairement étiquetés;
- c. L'agent extincteur ne doit pas :
 - endommager le moteur si l'agent en question est aspiré dans l'admission du moteur lorsque ce dernier est en marche
 - doit écologique et ne représenter aucun danger pour les occupants.
- d. Si les cartouches d'agent ignifuge sont situées dans le coffre à bagages, on doit leur assurer une protection appropriée sous forme d'une cage ou d'une boîte pour empêcher les dommages pouvant être causés par les objets placés dans le coffre.
- e. Deux bouteilles de rechange doivent être fournies. Les bouteilles du système d'extinction d'incendie doivent être débranchées et placées dans un contenant approprié pour matières dangereuses afin de faciliter leur expédition avec le véhicule.

4.18.2 Le système du compartiment moteur doit être déclenché automatiquement lorsque le capteur de température installé sur la cloison pare-feu atteint 180°C.

4.19 Trousse d'outils et câble de remorquage.

- a. Une trousse d'outils doit être fournie avec le véhicule. Il doit y avoir suffisamment d'outils prévus pour pouvoir remplacer la roue de secours, y compris un cric hydraulique approprié capable de soulever et de maintenir le véhicule soulevé lors du remplacement de la roue. Le cric doit pouvoir soulever et supporter entre un tiers et la moitié du poids brut nominal du véhicule modifié.
- b. Un câble de remorquage doit être fourni avec chacun des véhicules. Il doit avoir une longueur d'au moins six mètres et une capacité de remorquage de 14 000 kg.

- c. Cet équipement doit être solidement fixé dans le coffre à bagage, afin qu'il y demeure immobile lorsque le véhicule circule ou en cas de collision.

4.20 Système de communication. Le système électronique doit permettre au conducteur de communiquer par la voix avec une personne qui se tient à l'extérieur de la porte du conducteur.

4.21 Système d'alarme. Le système d'alarme doit déclencher des indicateurs sonores et visuels lorsque l'alarme retentir lorsque :

- a. l'une des portes ou le capot est forcé;
- b. le véhicule est heurté ou déplacé par la force;
- c. la batterie principale est déconnectée.

4.22 Sirène/avertisseur pneumatique. Ce système doit permettre au conducteur de faire retentir une sirène à sons multiples et un avertisseur pneumatique afin de déplacer rapidement le véhicule en cas d'urgence ou pour faciliter son déplacement dans la circulation lourde.

4.23 Système à pêne dormant manuel. Des pênes dormants à activation rapide à ressort pour prévenir ne ouverture non voulue de la porte doivent être installés à l'intérieur des portes du conducteur et des passagers. Ils doivent être actionnés manuellement de l'intérieur du véhicule. Toute activation et désactivation accidentelle doit être impossible.

4.24 Protection contre la rouille. Le dessous du véhicule doit être protégé contre la rouille. La soumission doit mentionner le nom de la couche intermédiaire.

4.25 Couleur de peinture. Le véhicule doit être argenté. Les éléments du châssis peuvent être peints de la couleur normalement utilisée par le constructeur.

4.26 Matériel divers. Le véhicule doit être équipé du matériel suivant :

- a. Supports de plaque d'immatriculation à ressort, à l'avant et à l'arrière;

- b. Deux points de remorquage forgés d'une capacité de 4 500 kg chacun, installés à l'avant et à l'arrière du véhicule, l'ouverture vers le haut. Les crochets et les pièces de fixation doivent être suffisamment résistants pour faciliter la récupération ou le transport aérien du véhicule pleinement chargé. Les points de remorquage doivent être fixés au châssis du véhicule; chacun d'eux doit pouvoir supporter le poids total du véhicule.

5.0 PROTECTION

5.1 Généralités. Outre les caractéristiques énumérées au paragraphe 4.0, le véhicule doit avoir les caractéristiques suivantes, le cas échéant, pour être protégé et assurer la protection de son équipage contre l'explosion de grenades, mines et dispositifs explosifs de circonstance (DEC) et contre le tir d'armes de petit calibre, comme l'explique le paragraphe 3.0 de la documentation de référence.

5.2 Blindage transparent.

5.2.1 Tout le vitrage d'origine du véhicule doit être retiré et remplacé par un blindage transparent composé de céramique ou d'un composite de polycarbonate/verre sans écaillage

5.2.2 Tout le blindage transparent doit avoir la même forme que le vitrage d'origine et doit assurer une résistance balistique latérale conformément aux paragraphes 3.1 a et b.

5.2.3 Tout le blindage transparent doit être de haute qualité optique. Le vitrage ne doit pas présenter des irrégularités qui déforment la vision du conducteur ou entravent l'utilisation sûre du véhicule.

5.2.4 Le blindage transparent et le blindage opaque qui l'entoure doivent être conçus et installés de façon à présenter un chevauchement minimal de 20 mm (0,75 po) entre les deux blindages, sur tous les bords.

5.2.5 Il doit être possible d'abaisser le blindage transparent dans la portière du conducteur d'au moins 100 mm (4,0 po), mais d'au plus 125 mm (5,0 po). Toutes les autres fenêtres doivent être entièrement fixes.

5.2.6 Le rebord du vitrage doit être protégé contre les dommages dus à tout contact verre/métal possible avec la carrosserie du véhicule ou le blindage adjacent.

5.2.7 Coloration des vitres teintées.

5.2.7.1 Le blindage transparent, le pare-brise, la fenêtre latérale du conducteur et la fenêtre latérale du passager avant ne doivent pas être teintés.

5.2.7.2 La méthode de coloration des fenêtres arrière des passagers et la lunette arrière ne doit pas diminuer le rendement du blindage transparent ni entraîner une réduction de sa vie utile.

5.3 Blindage opaque.

5.3.1 Un blindage opaque doit être installé dans le véhicule pour assurer une protection balistique et contre les explosions conformément aux paragraphes 3.1 a, et b. Il peut s'agir d'acier, de céramique ou de matériau composite.

5.3.2 Le blindage opaque doit couvrir tout le périmètre de l'habitacle, le tablier, le compartiment à bagages et le pavillon, à l'exception des zones de blindage transparent.

5.3.3 Il doit être chevauché sur au moins 20 mm (0,79 po) là où le véhicule comporte des joints et des zones adjacentes. Dans le cas d'un joint bout à bout qui nécessite une plaque de couverture, si l'écart entre les plaques est inférieur à 1,5 mm (0,05 po) de largeur, la plaque du dessus peut être en acier de haute dureté de 3 mm (0,125 po) d'épaisseur. Si le joint est plus large que 1,5 mm (0,05 po), la plaque du dessus doit être construite dans le même matériau que la tôle-mère.

5.3.4 Des ouvertures doivent être pratiquées dans le blindage opaque afin de permettre un moyen d'accès au mécanisme de verrouillage, aux rétroviseurs, etc.; les ouvertures doivent être recouvertes d'un matériau de blindage équivalent afin d'être conforme aux exigences relatives au chevauchement figurant au paragraphe 5.3.3, ainsi qu'aux exigences relatives à la protection balistique du paragraphe 3.1.

5.3.5 Toutes les attaches et tous les dispositifs non expressément nommés dans le présent devis, mais utilisés

pour maintenir le matériau de blindage en place, **doivent** être conçus et installés de manière à ne présenter aucun danger dans le véhicule à la suite d'un impact balistique ou d'un impact dû aux menaces décrites au paragraphe 3.1. On **doit** obtenir l'approbation préalable de l'autorité technique avant de les utiliser.

5.3.6 Les surfaces de tous les matériaux de blindage **doivent** être enduites de chromate de zinc ou d'un antirouille équivalent.

5.4 Blindage au plancher.

5.4.1 Le blindage au plancher **doit** être installé à l'intérieur du véhicule et assurer une protection contre les explosions de grenades et de mines conformément au paragraphe 3.1. Le blindage doit être en acier, en céramique ou en matériau composite.

5.4.2 Le blindage **doit** couvrir la totalité du plancher, de la cloison pare-feu à l'arrière du compartiment et entre le seuil des portes latérales.

5.4.3 Le blindage au plancher **doit** assurer une protection minimale acceptable contre les explosions sous le véhicule d'une mine antipersonnel DM 31 ou d'une bombe équivalente au sol sous la roue avant du côté conducteur.

5.4.4 Aucune ouverture ne **doit** être autorisée, hormis aux fins des boulons et des supports de fixation de siège.

5.4.5 Si le véhicule a un plancher en acier, toutes les soudures **doivent** être continues pour assurer l'intégrité contre l'explosion.

5.5 Blindage du toit.

5.5.1 Un blindage de toit **doit** être installé dans le véhicule pour assurer une protection balistique et contre les grenades conformément aux paragraphes 3.1 a, et b. Il peut s'agir d'acier, de céramique ou de matériau composite.

5.5.2 Le blindage du toit **doit** assurer une protection minimale acceptable contre les explosions de deux grenades allemandes DM51 ou d'une bombe équivalente sur le toit, directement au-dessus du siège du conducteur.

5.5.3 Il ne doit pas y avoir d'ouvertures, exception faite des orifices blindés des câbles d'antenne.

5.5.4 Toutes les soudures doivent être continues pour assurer l'intégrité contre l'explosion.

5.6 Protection contre les DEC. Le véhicule doit être fournir avec la protection contre un DEC qui résiste à l'explosion de 20 kg de TNT (ou équivalente) et qui détonne à une distance de 2 mètres et parallèle du montant B et à une hauteur de 1 mètre au-dessus du sol.

5.7 Renforcement de la carrosserie.

- a. Les portières et les charnières doivent être renforcées pour en maintenir la géométrie d'origine et empêcher tout affaissement des portières pendant l'utilisation quotidienne du véhicule, au cours d'une période minimale de cinq (5) ans.
- b. La soumission doit comprendre des photographies du renforcement des montants du véhicule.
- c. Les montants doivent être entièrement renforcés sur toute leur longueur;
- d. Toutes les portes doivent être renforcées par des sangles de retenue adéquates de façon à les empêcher de trop s'écarter lors de leur ouverture.
- e. Dans les cas où une porte de protection balistique du compartiment arrière a été installée, on doit prévoir une butée de porte montée pour empêcher l'ouverture excessive de la porte.
- f. Les portes latérales du véhicule doivent être munies d'amortisseurs à gaz qui préviennent toute fermeture accidentelle.

5.8 Réservoir de carburant. Sous le véhicule et sur les côtés, le réservoir de carburant doit être protégé afin d'atténuer les effets d'une explosion, d'une attaque balistique ou d'une flamme nue à proximité du réservoir. Toutes les conduites qui se dirigent vers le réservoir de

carburant doivent jouir de la même protection que le réservoir.

5.9 Points d'entretien couverts blindés. Le véhicule doit être muni d'un mécanisme d'ouverture et de verrouillage qui permet de retirer rapidement des composants du blindage pour en effectuer l'inspection et l'entretien. La durée maximale de dépose de chaque composant doit être d'une minute, sans aucun outil.

5.10 Finition. Toutes les surfaces remises en état ou dont on a enlevé les finitions et les revêtements au cours du blindage doivent avoir une finition de qualité égale à celle d'origine. La finition des surfaces recouvertes de tapis doit être refaite avec le même tapis, sauf indication contraire. On ne doit pas installer de garniture de feutre dans le véhicule. Les chevauchements des surfaces avec tapis doivent présenter une garniture de cuir. On ne doit pas utiliser de similicuir.

6.0 SOUTIEN LOGISTIQUE INTÉGRÉ

6.1 Manuels. Les documents suivants doivent être fournis en français et en anglais; s'il ne fournit que la version anglaise, le soumissionnaire doit autoriser par écrit le ministère de la Défense nationale à faire traduire les documents en français :

- a. Deux exemplaires au format électronique non protégés par mot de passe et au format papier de tous les manuels d'installation et d'entretien du fabricant d'équipement auxiliaire. Un exemplaire de ces documents doit être remis à l'autorité technique et un exemplaire doit accompagner le véhicule;
- b. Un exemplaire imprimé du manuel d'utilisation doit se trouver dans la boîte à gants du véhicule;
- c. Deux exemplaires électroniques non protégés par mot de passe et un exemplaire papier des manuels des pièces et d'entretien. Un exemplaire de ces documents doit être remis à l'autorité technique et un exemplaire doit se trouver dans la boîte à gants du véhicule;

6.2 Fiche technique. Une fiche technique sera remise à l'autorité technique à la signature du contrat. La fiche

technique **doit** être remplie par l'entrepreneur qui y inscrit les données requises en y ajoutant deux photographies numériques, sur arrière-plan net, du modèle de véhicule.

- une d'un angle avant gauche, de trois quarts, et
- l'autre d'un angle arrière droit, de trois quarts.

6.3 Liste des pièces

6.3.1 Une liste des pièces nécessaires à la maintenance préventive du véhicule pour une durée de six (6) mois sera remise à l'autorité technique et au destinataire du véhicule lors de la livraison de ce dernier. Les pièces comme les composants des freins, les courroies de ventilateur et les fusibles **doivent** être incluses. La liste **doit** à tout le moins comprendre les éléments suivants :

- a. une description de la pièce;
- b. le numéro de pièce du fabricant d'équipement d'origine;
- c. la quantité suggérée.

6.3.2 Une liste des pièces ajoutées ou remplacées par rapport à la liste du fabricant d'origine lors du blindage du véhicule doit être remise à l'autorité technique et au destinataire lors de la livraison du véhicule. La liste **doit** à tout le moins comprendre les éléments suivants :

- a. une description de la pièce;
- b. le numéro de pièce du fabricant d'origine.

6.4 Liste des outils spéciaux. Une liste des outils spéciaux requis pour le véhicule (qui ne figurent pas dans un coffre à outils de base de mécanicien) doit être remise à l'autorité technique à la livraison du véhicule. Cela **doit** inclure des articles comme des clés spéciales, des dispositifs d'extraction et des outils de diagnostic spéciaux.

6.5 Étiquetage. Tous les équipements auxiliaires situés sous le capot ou à l'intérieur du véhicule **doivent** être facilement identifiables et clairement étiquetés.

6.6 Certificat de garantie. Un certificat de garantie doit se trouver dans la boîte à gants du véhicule; un exemplaire doit être envoyé à l'autorité technique.

6.7 Information technique. L'information suivante doit être remise à l'autorité technique lorsqu'elle inspecte et accepte le véhicule :

- a. Les procédures d'installation et les matériaux d'installation du vitrage blindé;
- b. Les schémas de câblage pour tous les équipements auxiliaires et les modifications apportées au câblage électrique d'origine;
- c. Les données de passe suivante :
 - (1) poids total en état de marche (avec et sans blindage);
 - (2) poids à vide sur l'essieu arrière et avant (avec blindage);
 - (3) poids nominal brut du véhicule (avec et sans blindage).
- d. Un numéro de fabrication doit être donné au véhicule. Seul ce numéro doit être utilisé pour faire référence au véhicule ou à la main d'œuvre ou aux pièces connexes. L'identité du client, le titre des normes et le numéro d'identification du véhicule ne doivent figurer sur aucun document d'homologation, de fabrication ou d'administration.
- e. un schéma d'arrimage pour le transport aérien.

7.0 CONCEPT DE SOUTIEN

7.1 Ce véhicule doit être utilisé en Afghanistan par du personnel qualifié grâce à des programmes élaborés par le soumissionnaire.

8.0 CERTIFICATION

8.1 Validation complète du véhicule. Une validation du système de protection du véhicule doit avoir été faite sur une véhicule complet, par un tiers, afin de prouver que le véhicule rencontre les exigences de protection balistiques et de protection contre les DEC conformément aux paragraphes 3.1(a), 3.1(b), 3.1(c), 4.2 et 5.6.

8.2 Lorsqu'une certification est demandée, le soumissionnaire doit fournir dans sa soumission un exemplaire certifié du rapport original des essais balistique et d'explosion tel que présenté par Beschussamt Ulm, Beschussam Mellrichstadt, Beschussam Munich, IABG Lichtenau ou QuinettiQ RU.

8.3 Les essais d'explosion sous le véhicule doivent avoir été réalisés sur un véhicule Hybrid III ATD, tandis que les essais d'explosion latéraux seront effectués sur un mannequin pour chocs latéraux EURO. Le mannequin doit avoir été correctement installé sur le siège avant le plus près de l'explosion, sans simulation ni variation. (Voir l'appendice 1, Critères de réussite/échec de la protection contre les DEC).

8.4 Un représentant du MDN ou l'autorité technique peut effectuer des inspections durant le processus de blindage, à l'endroit et au moment choisis par l'autorité technique.

Appendice 1

Annexe B

W8476-175515

22 juin 2016

Critères de réussite/d'échec de la protection contre les dispositifs explosifs de circonstance (DEC)

Ces critères de réussite/échec de la protection contre les DEC sont conformes à l'AEP-55, volume 3, comme le montre le tableau suivant :

RÉGION DU CORPS	CRITÈRE	IARV	NIVEAU DE PASSAGE
Tête	Head Injury Criterion (Critère de blessure à la tête)	HIC ₁₆	250
Cou	Tension axiale	Fz+	2,1 kN
Épaule	Force de compression	Fy	1,5 kN
Côtes (haut, centre, bas)	Rib Deflexion Criterion (Critère de flexion des côtes)	RDC _{latéral}	28 mm
Thorax	Viscous Criterion (Critère de viscosité)	VC _{latéral}	0,58 m/s
Pression	Chest Wall Velocity Predictor (Prédicteur de vitesse sur la paroi abdominale)	CWVP	3,6 m/s
Abdomen (avant, milieu, arrière)	Force maximale sur l'abdomen	F _{totale}	1,8 kN
Colonne vertébrale	Dynamic Response Index (Indice de réaction dynamique)	DRI _z	17,7
Bassin	Force maximale pubienne	Fy	2,6 kN
Tibia (Denton Leg)	Force de compression axiale	Fz+	5,4 kN

Appendice 2

Annexe B

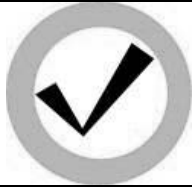
W8476-175515

22 juin 2016

ABRÉVIATIONS

Amp	Ampère
AEP	Allied Engineering Practice (pratique technique alliée)
AIS	Abbreviated Injury Scale (liste type des blessures)
ASII	Adjusted Severity Of Injury Index
ATD	Anthropomorphic Test Device (appareil d'essai anthropomorphe)
CCA	Cold Cranking Amperes (ICEDG - intensité du courant électrique au démarrage à froid)
CEN	Central European Normalization
MDN	Ministère de la Défense nationale
DAVPS	Direction de l'administration du programme des véhicules de soutien
PTMSE	Poids technique maximal sous l'essieu
PNVB	Poids nominal brut du véhicule
EED	Engin explosif improvisé
IARV	Injury Assessment Reference Value (Valeur de référence du bilan lésionnel)
ISO	Organisation internationale de normalisation
Max.	Maximum
Min.	Minimum
My	Moment de flexion sur l'axe Y
OTAN	Organisation du traité de l'Atlantique Nord
Norm	Normalisation
FEO	Fabricant d'équipement d'origine
Spéc.	Spécification
STANAG	Accord de normalisation
VUS	Véhicule utilitaire sport
EMàJ	Entreprise de mise à jour (ajoute le blindage et les composants connexes à un véhicule d'origine)
Véh	véhicule
VPAM	Vereinigung der Prufstellen fur angriffs-hemmende Materialien und Konstruktionen (organisme d'essai)

Annexe C
W8476-175515
6 juillet 2016



NOTICE

This documentation has been reviewed by the Technical Authority and does not contain controlled goods.

AVIS

Cette documentation a été révisée par l'Autorité technique et ne contient pas de marchandises contrôlées.

**QUESTIONNAIRE DE RENSEIGNEMENTS TECHNIQUES
SUR LES
VÉHICULES UTILITAIRES SPORT BLINDÉS**

OPI DSVPM 4 – DAPVS 4

Issued on Authority of the Chief of the Defence Staff

Publiée avec l'autorisation du chef d'état-major de la Défense

© DND/MDN Canada, 2008

W8476-175515

22 juin 2016

**QUESTIONNAIRE DE RENSEIGNEMENTS TECHNIQUES
SUR LES
VÉHICULES UTILITAIRES SPORT BLINDÉS**

Les soumissionnaires **doivent** répondre au présent questionnaire de renseignements techniques sur les véhicules offerts en vue d'en évaluer la configuration.

Lorsque les paragraphes de spécifications ci-dessous mentionnent une « preuve de conformité » à fournir avec chaque exigence/spécification de rendement.

Les soumissionnaires doivent fournir les renseignements demandés et mentionner le nom/titre du document et le numéro de la page à laquelle se trouve la preuve de conformité.

La définition des termes « **équivalent** » et « **preuve de conformité** » se trouve sous la rubrique DÉFINITIONS à la fin du document.

Renseignements sur l'entrepreneur proposé

Nom de l'offrant

Marque proposée : _____ Modèle :

LISTE D'ÉVALUATION DES CAPACITÉS DU FOURNISSEUR

PARAGRAPHE CONCERNANT LA DESCRIPTION D'ACHAT

4.1 Modèle type - Preuve de conformité

	Figure dans le document (titre)	N° de page
4.1.a		

4.2 Caractéristiques - Preuve de conformité

	Figure dans le document (titre)	N° de page
4.2		

4.3 Caractéristiques supplémentaires - Preuve de conformité

	Figure dans le document (titre)	N° de page
4.3.a		
4.3.c		
4.3.d		
4.3.e		

4.3.f		
4.3.g		
4.3.h		

4.4 Conditions d'utilisation - Preuve de conformité

	Figure dans le document (titre)	N° de page
4.4 Conditions d'utilisation		

4.5 Règlements relatifs à la sécurité des véhicules - Preuve de conformité

	Figure dans le document (titre)	N° de page
4.5		
4.5.1		
4.5.2		
4.5.3		

4.7 Moteur - Preuve de conformité

	Figure dans le document (titre)	N° de page
4.7.3		
4.7.4		

4.8 Boîte de vitesses - Preuve de conformité

	Figure dans le document (titre)	N° de page
4.8.a		
4.8.b		

4.9 Roues - Preuve de conformité

	Figure dans le document (titre)	N° de page
4.9.1		
4.9.2		

4.10 Pneus et garnitures - Preuve de conformité

	Figure dans le document (titre)	N° de page
4.10.1 Pneus		
4.10.2 Garnitures		
4.10.3 Garnitures Plage de fonctionnement		

4.11 Suspension, amortisseurs et freins - Preuve de conformité

	Figure dans le document (titre)	N° de page
4.11		

4.12 Doubles batteries de démarrage - Preuve de conformité

	Figure dans le document (titre)	N° de page
4.12		
4.12.a		
4.12.b		

4.13 Connecteurs de survoltage de batterie - Preuve de conformité

	Figure dans le document (titre)	N° de page
4.13		

4.14 Pare-chocs avant et arrière renforcés - Preuve de conformité

	Figure dans le document (titre)	N° de page
4.14		

4.15 Gaine de matériel de communication - Preuve de conformité

	Figure dans le document (titre)	N° de page
4.15		
4.15 Orifices		
4.15 Tapes		

4.16 Grillage d'échappement - Preuve de conformité

	Figure dans le document (titre)	N° de page
4.16.a		
4.16.b		
4.16.c		

4.17 Trappe de remplissage de carburant - Preuve de conformité

	Figure dans le document (titre)	N° de page
4.17		

4.18 Système d'extinction d'incendie - Preuve de conformité

	Figure dans le document (titre)	N° de page
4.18		
4.18.1.a		
4.18.1.b		
4.18.1.c		
4.18.1.d		
4.18.1.e		
4.18.2		

4.19 Trousse d'outils et câble de remorquage - Preuve de conformité

	Figure dans le document (titre)	N° de page
4.19.a		
4.19.b		
4.19.c		

4.20 Système de communication - Preuve de conformité

	Figure dans le document (titre)	N° de page
4.20		

4.21 Système d'alarme - Preuve de conformité

	Figure dans le document (titre)	N° de page
4.21		

4.22 Sirène/avertisseur pneumatique - Preuve de conformité

	Figure dans le document (titre)	N° de page
4.22		

4.23 Système à pêne dormant manuel - Preuve de conformité

	Figure dans le document (titre)	N° de page
4.23		

4.24 Protection contre la rouille - Preuve de conformité

	Figure dans le document (titre)	N° de page
4.24		

4.25 Couleur de la peinture - Preuve de conformité

	Figure dans le document (titre)	N° de page
4.25		

4.26 Matériel divers - Preuve de conformité

	Figure dans le document (titre)	N° de page
4.26.a		
4.26.b		

5.2 Blindage transparent - Preuve de conformité

	Figure dans le document (titre)	N° de page
5.2.1		
5.2.2		
5.2.3		
5.2.4		
5.2.5		
5.2.6		

5.2.7 Coloration des vitres - Preuve de conformité

	Figure dans le document (titre)	N° de page
5.2.7.1		
5.2.7.2		

5.3 Blindage opaque - Preuve de conformité

	Figure dans le document (titre)	N° de page
5.3.1		
5.3.2		
5.3.3		
5.3.4		
5.3.5		
5.3.6		

5.4 Blindage au plancher - Preuve de conformité

	Figure dans le document (titre)	N° de page
5.4.1		
5.4.2		
5.4.3		
5.4.4		
5.4.5		

5.5 Blindage de toit - Preuve de conformité

	Figure dans le document (titre)	N° de page
5.5.1		
5.5.2		
5.5.3		
5.5.4		

5.6 Protection ajoutée contre les DEC - Preuve de conformité

	Figure dans le document (titre)	N° de page
5.6		

5.7 Renforcement de la carrosserie - Preuve de conformité

	Figure dans le document (titre)	N° de page
5.7.a		
5.7.b		
5.7.c		
5.7.d		
5.7.e		
5.7.f		

5.8 Réservoir de carburant - Preuve de conformité

	Figure dans le document (titre)	N° de page
Protection		
Canalisation d'essence		

5.9 Points d'entretien couverts blindés - Preuve de conformité

	Figure dans le document (titre)	N° de page
5.9		
Temps de dépose		

5.10 Finition - Preuve de conformité

	Figure dans le document (titre)	N° de page
Surfaces		
Tapis		
Chevauchement du tapis		

7.0 Concept de soutien - Preuve de conformité

	Figure dans le document (titre)	N° de page
7.1		

8.0 Certification - Preuve de conformité

	Figure dans le document (titre)	N° de page
8.1		
8.2		
8.3		

Définitions

Les définitions ci-dessous s'appliquent à l'interprétation du présent questionnaire de renseignements techniques :

- (a) « Équivalent » - Norme, méthode ou type de composant de remplacement accepté par l'autorité technique comme étant conforme aux exigences de forme, de dimensions, de fonction et de rendement spécifiées.
- (b) « Preuve de conformité » - Désigne un document non modifié, tel qu'une brochure ou un manuel technique ou un rapport d'essai d'une tierce partie fourni par une installation d'essai reconnue à l'échelle nationale ou internationale ou un rapport généré par le logiciel d'une tierce partie reconnue à l'échelle nationale ou internationale. Le document doit fournir des renseignements détaillés sur chaque exigence de rendement et spécification. Lorsqu'un document soumis à titre de preuve de conformité ne traite pas toutes les exigences ou spécifications de rendement (ou les deux), ou lorsqu'aucun document de ce type n'est disponible, ou lorsque des modifications visant l'équipement d'origine ou une adaptation sont requises pour satisfaire aux exigences de rendement et/ou aux spécifications, un certificat d'attestation (document séparé) signé par un ingénieur principal représentant le fabricant d'équipements d'origine (OEM) et détaillant les modifications et la manière dont elles permettent de satisfaire aux exigences de rendement et/ou aux spécifications doit être fourni. Le certificat doit décrire en détail toutes les exigences de rendement et/ou spécifications requises pour démontrer la conformité. Un certificat peut être fourni pour l'ensemble des exigences de rendement ou des spécifications ou pour une seule d'entre elles.